



HAL
open science

Les Balkans occidentaux : Albanie, Bosnie Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie

Catherine Samary

► **To cite this version:**

Catherine Samary. Les Balkans occidentaux : Albanie, Bosnie Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie. Les Études du CERI, 2012, 191, pp.42-53. hal-04567408

HAL Id: hal-04567408

<https://sciencespo.hal.science/hal-04567408>

Submitted on 3 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Quatrième partie

Les Balkans occidentaux

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie *par Catherine Samary*

Après les crises et la dégradation économique majeure des années 1990, les Balkans occidentaux avaient renoué avec une croissance soutenue à partir du milieu des années 2000. Celle-ci fut, en moyenne, de l'ordre de 6 % par an entre 2005 et 2008 et bien supérieure à ce chiffre pour l'Albanie et le Monténégro. Avec des différences entre les pays, les sources principales de cette croissance, après de longues années de détérioration des niveaux de vie, ont été la demande domestique de consommation privée et publique et, surtout en Croatie et au Monténégro, une frénésie d'achats immobiliers, sur la base d'importants déficits des comptes courants et de l'augmentation de l'endettement extérieur. L'afflux de capitaux étrangers a semblé permettre un tel modèle de croissance. La périphérisation géopolitique des Balkans de l'Ouest soumis à un fort encadrement euro-atlantique a paru alors jouer un rôle stabilisateur, encourageant notamment la forte pénétration des banques occidentales dans la région.

Des pays particulièrement touchés par la crise....

Lors de la crise de 2009, cet ensemble régional a été parmi les plus touchés, avec une récession moyenne d'environ 2 % (moyenne minorée par l'Albanie, l'un des deux seuls pays d'Europe centrale et orientale – avec la Pologne – à connaître une croissance positive) atteignant 6 à 7 % en Croatie et au Monténégro. Beaucoup des points qui étaient présentés par les institutions financières européennes et internationales comme des atouts de la croissance sont alors apparus comme des sources de fragilité, à commencer par l'extrême dépendance commerciale et financière vis-à-vis de l'Union européenne (UE). En effet, en 2007, plus de 67 % des exportations (et 65 % des importations) des Balkans de l'Ouest se faisaient avec elle, ce qui a rendu ces pays extrêmement vulnérables à la contraction des échanges commerciaux lors de la récession majeure de 2008-2009 dans l'UE. Mais l'intégration financière (en pratique, bancaire), plus récente, a été encore plus radicale : les banques commerciales nouvellement créées et privatisées sont en effet, pour l'essentiel et à l'exception de la Slovaquie, des filiales de banques d'Europe occidentale, situées principalement en Autriche, Italie, France et Grèce. Certes, les pays de la région ont été « protégés » par la faiblesse de leurs marchés financiers, et les titres issus des crédits hypothécaires américains (*subprimes*) ont peu pénétré cette périphérie de l'Europe. Et ce sont les banques occidentales, par ailleurs impliquées également dans la périphérie sud de l'eurozone en crise, qui ont assuré l'abondance des crédits nécessaires à la croissance, quasi exclusivement en devises. Ces banques ont pris d'autant plus de risques que les pays connaissaient des taux de croissance élevés et des promesses d'intégration européenne. Et les études de la BERD montrent que les comportements de crédit ont été similaires au cours de la période de croissance dans toutes les banques privées, qu'elles soient étrangères ou nationales, comme en témoignent les risques pris par l'Agrobank serbe ou les banques slovènes. En revanche, face à la crise, les filiales des banques occidentales ont été les premières à contracter leurs crédits en 2009. Pourtant, la fuite massive qui aurait produit un véritable « effondrement de système » selon les termes de la BERD, n'a pas eu lieu : toutes les institutions financières mondiales et européennes – du FMI à la BCE en passant par la BERD, la Banque européenne d'investissement et toutes les grandes banques privées engagées en Europe de l'Est – se sont regroupées en 2010 dans le cadre d'une première « initiative bancaire de coordination européenne » appelée couramment l'Initiative de Vienne, pour éviter ce que la BERD appelait le risque d'un tel effondrement. Mais les engagements alors négociés avec les banques commerciales pour stabiliser leur présence en Europe du Centre, de l'Est et du Sud-Est (CESEE), n'étaient que de court terme. Ils n'ont pas empêché une contraction majeure des crédits là où ils avaient été le principal support de la croissance, et cette contraction a contribué à la faiblesse de la reprise, quand elle a eu lieu. En dépit de la stabilité des banques, la croissance a donc

été faible en 2010 et une inquiétude majeure a été exprimée, dès 2011, notamment par l'économiste en chef de la BERD Erik Berglöf, qui a appelé à une nouvelle plate-forme bancaire visant à établir notamment un bouclier autour de la Serbie, de la Roumanie et de la Bulgarie, particulièrement vulnérables aux effets de la crise grecque. Une deuxième Initiative de Vienne (IV2), réunissant banques privées et publiques, a donc commencé à fonctionner en janvier 2012. Comme l'indique la BERD, le modèle de financement doit être revu pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger et revenir à la situation d'avant 2009. En conséquence, alors que les maisons mères des banques étrangères réduisent leurs transferts vers leurs filiales dans ces pays, ces dernières cherchent de plus en plus à attirer des dépôts levés localement. Par ailleurs, on constate que les crédits des banques publiques ont été les plus stables.

...dont ils ne sont pas véritablement sortis

La reprise a été inégale et plus que mitigée en 2010 : seules l'Albanie et la Macédoine ont atteint 3 % de croissance et ont maintenu en gros ce taux pour 2011. La Croatie quant à elle n'est pas sortie de la récession en 2010 et a connu une quasi-stagnation en 2011. Ailleurs, la croissance a été faible en 2011 et, pour l'ensemble de la région, les prévisions sont plus négatives encore pour 2012 (récession probable en Serbie, Croatie et Bosnie-Herzégovine, ralentissement en Macédoine, Albanie et Monténégro). Cette région est de plus celle qui, avec désormais la périphérie Sud de l'eurozone, connaît les plus hauts chiffres de chômage et de pauvreté.

Les causes immédiates de ce sombre tableau sont liées aux conditions de la reprise : partout, contrairement aux années précédant 2009, la croissance a été associée à l'augmentation des exportations (favorisées par la baisse des salaires), alors que les importations chutaient ou ralentissaient en raison de la compression majeure des pouvoirs d'achat et donc de la demande domestique. La montée persistante d'un chômage déjà élevé antérieurement a favorisé des gains de compétitivité. Un tel scénario, socialement régressif, est de surcroît tributaire de la reprise dans les pays d'exportation. Or l'ensemble des Balkans de l'Ouest demeurent très dépendants de l'Union européenne à cet égard et devraient donc pâtir des effets récessifs du Pacte budgétaire associé à la mise en place du Mécanisme européen de stabilité (MES).

Au-delà des incertitudes conjoncturelles, c'est la question plus profonde des sources de la croissance (demande domestique ou échanges extérieurs) et de ses conditions sociales qui est au cœur des controverses et interrogations sur la « sortie de crise », à l'échelle régionale comme internationale. Mais aussi celle des financements publics et privés. Un rapport de l'Initiative de Vienne 2 a souligné, en mars 2012, son inquiétude concernant l'ampleur des créances douteuses héritées de l'avant-crise dans le système bancaire de l'Europe du Sud-Est (et de la Hongrie).

L'heure de l'Europe ?

Une des spécificités des pays des Balkans de l'Ouest est de n'être « ni voisins, ni membres » de l'Union européenne. Puisqu'ils ont vocation à l'intégrer, ils ne relèvent pas de simples relations de voisinage et bénéficient de financements et de modalités spécifiques de négociations. Le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (CIBO) a été créé en décembre 2009. Il est conjointement financé par la BERD, la BEI, la Commission européenne et la Banque de développement du Conseil de l'Europe et a pour objectif de coordonner le financement des investissements dans les Balkans occidentaux. Mais les frontières, l'identité « nationale » et la cohésion interne des Etats de cette partie de l'Europe du Sud-Est ont été, et demeurent, très déstabilisées et contestées, fragilisées par la succession des crises dans l'ancien et le nouveau système. L'intervention des puissances occidentales a légué une forme particulière de périphérisation géopolitique (à dimensions militaire, juridique, économique). Le fait nouveau de la période récente est que les protectorats et autres formes d'encadrement de la région

sont passés de plus en plus de l'ONU et de l'OTAN vers l'UE, non sans conflits de légitimité, comme on le verra pour le Kosovo. Mais depuis la crise de 2009, le rôle du FMI s'intègre à celui des institutions européennes dans la périphérie orientale, puis méridionale, de l'Union. Les conditions politiques et socioéconomiques des élargissements de l'UE sont devenues essentielles par rapport aux dimensions sécuritaires (qui subsistent). Les questions nationales sont à la croisée des autres.

Tous les pays concernés ont obtenu au moins le statut de candidats potentiels, malgré bien des dossiers enlisés (notamment au plan juridique et en ce qui concerne la corruption). Et la levée des visas permettant la libre circulation dans l'espace Schengen a fait partie des avancées notables. Mais celles-ci sont insuffisantes pour contrer la montée de l'euro-scepticisme populaire croissant dans la région. Certes, en Croatie, environ 67 % des votes exprimés lors du référendum ont été favorables à l'adhésion du pays à l'Union européenne qui devrait se concrétiser le 1^{er} juillet 2013, mais plus de 56 % de la population ne s'est pas prononcée. Le Monténégro et la Serbie ont désormais, avec la Macédoine, le statut de candidat. Mais la décision d'ouvrir les négociations n'a été prise (en juin 2012) que pour le Monténégro. Le veto de la Grèce s'y oppose toujours pour la Macédoine et, en dépit d'une avancée entre Pristina et Belgrade, les affrontements au nord du Kosovo placent les institutions européennes et internationales devant l'imbroglio juridique et politique de leurs fonctions depuis l'indépendance proclamée en février 2008. L'Albanie quant à elle reste bloquée par des scandales intérieurs et la contestation des dernières élections. Enfin, malgré la sortie de longs mois de crise gouvernementale, la Bosnie-Herzégovine reste enlisée dans une « souveraineté » sous domination internationale, incarnée notamment par le haut-représentant de l'ONU, aujourd'hui européen, perçu comme un proconsul. Comme au Kosovo, des conflits de pouvoir et d'orientation entre les Etats-Unis (initiateurs de la Constitution de Dayton) et les institutions européennes reflètent la difficulté d'émergence d'un Etat légitime aux yeux de la population et réellement souverain. Les forces nationalistes croates et serbes menacent périodiquement de sécession et bloquent tout dépassement de la division ethnique, ce qui se traduit par des discriminations pour les citoyens ne faisant pas partie des trois peuples reconnus par la Constitution de Dayton. Or l'Union européenne conditionne les négociations d'adhésion à la modification de cette Constitution.

Alors que le cas par cas des négociations nationales continue à prévaloir, l'intégration de tous les Etats des Balkans de l'Ouest à un ensemble européen aiderait à surmonter les conflits imbriqués de l'espace balkanique. Mais le critère de faisabilité de tout nouvel élargissement soulève de plus en plus de débats qui portent non seulement sur les candidats mais plus profondément sur l'état de la construction européenne elle-même.

Albanie

Si l'Albanie a échappé à la récession de 2009, elle est, avec un revenu annuel par tête de 2 973 euros en 2011, le pays le plus pauvre des Balkans (hors Kosovo). Cependant elle connaît, avec la Croatie, le taux de chômage le plus bas des Balkans de l'Ouest, estimé autour de 14 % en 2011 (il s'élève au-dessus de 20 % dans les autres pays de la région, voire de 30 % en Macédoine et au Kosovo). Mais ce chiffre recouvre de grandes inégalités entre zones urbaines (25 %) et rurales (5 %) où les activités de survie sont comptabilisées comme des emplois. L'économie informelle – entre 30 et 60 % du PIB – aggrave les inégalités d'accès aux études et aux services de santé, notamment selon les sexes. Les envois d'argent des Albanais travaillant en Italie et en Grèce restent élevés (de l'ordre de 8 % du PIB fin 2011), malgré la crise.

La croissance s'était fondée sur d'importants gains à l'exportation en 2010, ainsi que sur une forte dépense publique (en différant un accord avec le FMI) à la veille d'élections tendues politiquement, en 2009. Malgré les recettes des privatisations, la dette publique, qui était déjà, avec plus de 55 % du PIB en 2008, la plus forte des Balkans de l'Ouest, a dépassé ensuite les 60 %. Les pressions du FMI et des institutions européennes pour la contenir et ramener le déficit public à 3,5 % (au lieu

de 5 %) pèseront sur la croissance de 2012 et au-delà, ainsi que l'impact de la récession européenne qui menace les exportations et les revenus envoyés de l'étranger.

Les divergences intérieures sur les privatisations (quelle part conserver sous le contrôle de l'Etat ?) sont également un facteur d'incertitude. La principale compagnie nationale pétrolière (Albepetrol), mais aussi quatorze centrales hydroélectriques, devraient être privatisées (après la vente de 76 % du capital d'OSSH produisant l'électricité nationale), afin de couvrir le déficit budgétaire. Selon le député d'opposition Erjon Braçe (*Courrier des Balkans* 10 septembre 2012) :

« Un des problèmes majeurs des Albanais est la hausse du prix du pétrole qui entraîne une forte augmentation des prix dans les transports, l'agriculture, les services et le commerce, les soins. Le gouvernement n'en parle pas beaucoup et pour cause : sur 2 000 leks [environ 14 euros] que coûte le litre de pétrole, 950 sont des taxes. Et cela se passe dans un pays qui produit un million de tonnes de pétrole par an, deux fois plus que sa consommation, mais qui sont vendues plus cher à l'étranger. Voici les effets d'une privatisation voleuse ».

Compte tenu des interrogations intérieures et européennes, les prévisions de croissance pour 2012 diffèrent selon les institutions : un peu supérieures à 3 % selon le FMI et la Banque mondiale, en dessous de 2 % pour la BERD, entre les deux, soit 2,3 %, dans le rapport du WIIW de juillet 2012.

L'Albanie a bénéficié, dans le cadre de l'Instrument financier de préadhésion (IPA) de l'UE, de 306,1 millions d'euros au titre de la période 2007-2010, et il est prévu qu'elle reçoive 290 millions d'euros entre 2011 et 2013. Elle est membre de l'OTAN depuis avril 2009, mais les négociations d'adhésion à l'UE ont été interrompues en raison des scandales de corruption et de fraudes aux élections de 2009. Après des semaines de débats houleux, les députés albanais ont adopté en septembre 2012 une loi remettant en cause l'immunité juridique des élus et des hauts fonctionnaires, une réforme jugée nécessaire pour obtenir le statut de candidat à l'Union européenne, ce qui dépendra de la bonne organisation des élections de 2013.

Bosnie-Herzégovine

La Commission européenne (CE) a constaté, pour 2011, une « stagnation » du pays. Pourtant, à la fin de décembre 2011, la Bosnie-Herzégovine a réussi à former un gouvernement sur la base de trois blocs de partis coalisés, après quelque quinze mois de blocage. Mais le nouvel exécutif s'est trouvé rapidement confronté au vote du budget et à la régulation des aides étatiques sous la pression du FMI et des normes européennes. L'entrée de la Croatie dans l'Union impliquera le respect de normes (de qualité et de subventions) qui lui interdiront d'importer des produits agricoles de Bosnie-Herzégovine. Face à cette menace, des milliers d'agriculteurs bosniens se plaignent de ne pas avoir reçu depuis des mois des aides attendues et ont demandé la démission de leur ministre. Au-delà de l'agriculture, le FMI et la CE ont exigé des coupes dans le budget, alors que la dette publique, passée d'un peu plus de 30 % en 2008 à quelque 40 % du PIB en 2012, reste bien en dessous des normes de Maastricht. Le déficit public a lui connu un bond avec la crise de 2009, passant de 2,2 % du PIB à quelque 4,5 % en 2009, et il devrait être de l'ordre de 3 % en 2012 au prix d'une baisse de 4,5 % du salaire des fonctionnaires. Le nouveau budget, au moins « suffisant », dit-on, pour organiser le recensement (le premier depuis 1991) et l'établissement de nouvelles douanes avec la Croatie, a été accueilli avec satisfaction par les institutions européennes. Mais il a déjà divisé le gouvernement et se heurte à une forte grogne populaire dans un contexte où le taux de chômage dépasse 27 %. Ajoutons que le FMI a validé à la fin de septembre 2012 un prêt de 520 millions de dollars sur deux ans en faveur de la Bosnie-Herzégovine en préconisant davantage de privatisations, notamment dans les secteurs de l'assurance maladie et du système des retraites.

La récession prévue en 2012 et 2013 (aggravée par la plus grave sécheresse connue depuis cent vingt ans), les querelles frontalières avec la Croatie et les conflits sur le budget ont accru la probabilité d'une chute du gouvernement. Sur cet arrière-plan, le haut représentant de l'ONU, l'Autrichien Valentin Inzko, et son collègue, le représentant spécial de l'UE (RSUE), Peter Sørensen, sont en conflit ouvert. La fermeture du Bureau du haut représentant (OHR) – aux pouvoirs de quasi-proconsul international – a été annoncée à de multiples reprises, et c'est une condition de l'émergence d'un effectif Etat souverain susceptible de négocier son entrée dans l'Union européenne. Mais Washington, qui veut maintenir son influence en Bosnie-Herzégovine, s'y oppose (l'adjoint de l'OHR – actuellement Frederick Moore – est toujours de nationalité américaine) notamment tant que les parties serbe et croate se revendiqueront de la Constitution négociée à Dayton. Londres soutient cette approche, allant à l'encontre du reste de l'Union. Un document secret circule entre les ambassades, qui critique à la fois le financement (largement européen) et l'incapacité de l'OHR de faire avancer la révision de la Constitution de Dayton concernant la citoyenneté. Il s'agit en effet d'un enjeu important soulevé par ce qui a été appelé « la controverse Finci/Sejdic » : ces deux citoyens, appartenant respectivement aux communautés rom et juive de Bosnie-Herzégovine, protestent contre une Constitution les excluant des droits dont bénéficient les trois « peuples » constituants (bosno-serbes, bosno-croates et musulmans dits bosniaques). La Cour européenne des droits de l'homme a accepté ce recours déposé en 2009. Mais l'opposition des partis nationalistes serbe et croate bosniens (qui continuent à manier la menace de sécessions vers la Serbie et la Croatie) a empêché de modifier le texte constitutionnel avant le 31 août 2012, date limite qui avait été fixée par Bruxelles...

Croatie

La Croatie a connu en 2008-2009, comme l'Espagne ou le Monténégro, une grave crise immobilière, accompagnée par une chute des crédits et des investissements directs étrangers (IDE) : le pays a enregistré depuis le début de 2009 une diminution considérable de ses ventes immobilières, après l'essor du début des années 2000, lié à la vente des îles paradisiaques du pays. L'envolée des prix avait notamment affecté les zones hautement touristiques comme Dubrovnik ou la Dalmatie. La perspective d'intégration à l'Union européenne a favorisé un comportement à risque, tant de la part des banques prêtant en devises que de celle des ménages fortement endettés. L'inflation importée (due à la hausse des produits pétroliers et alimentaires) a également contribué à la chute de la consommation en volume dès 2008. Enfin, le désengagement de l'Etat dans le soutien des chantiers navals (à la fin des négociations d'adhésion à l'UE) n'a pas été bénéfique aux exportations dans cette branche, tandis que les recettes du tourisme sont restées précaires. Le pays a connu en 2009 une chute de sa croissance de 7 %, et s'est depuis enfoncé dans une récession ou stagnation persistante. Toutes les institutions financières ainsi que les principales banques de Croatie ont revu leurs prévisions de croissance à la baisse. A une croissance nulle en 2011 devrait avoir succédé une baisse du PIB en 2012, estimée par le WIIW en juillet à 1,5 %.

Le secteur bancaire reste affecté par l'augmentation des prêts non-performants, lesquels ont triplé depuis le début de la crise pour atteindre 13 % en 2011. Par ailleurs, la dégradation de la situation des banques de la zone euro, qui détenaient 91 % des actifs (les banques italiennes, à elles seules, en détenant 43 %), limite l'offre de crédits. L'euroïsation de l'économie, avec des crédits en devises qui représentent 74 % des crédits totaux, expose le système bancaire au risque de change. Cependant, l'importance des dépôts en devises (67 % du total des dépôts) atténue ce risque, sous la réserve du maintien de la confiance des déposants.

La demande intérieure (consommation comme investissements), principal moteur de la croissance d'avant-crise, pâtit des restrictions de crédit et de la baisse des salaires, dans un contexte de montée du taux de chômage et d'incertitudes mondiales. Pour sa part, l'industrie exportatrice est confrontée aux

difficultés de la construction navale et à la forte compétition mondiale dans le textile et l'agroalimentaire. Enfin, on peut se demander si l'industrie touristique pourra reprendre son essor malgré la crise.

Les dépenses publiques sont contraintes par les mesures d'austérité budgétaires engagées par l'Etat pour faire face à l'accroissement du déficit et de la dette des finances publiques, cette dernière devant atteindre 50 % du PIB en 2012, soit quelque 20 points de plus que son niveau d'avant-crise, tout en restant en dessous de la norme de Maastricht. Si elle est de plus en plus souscrite par les résidents, cette dette demeure vulnérable au risque de change, puisque 60 % du stock est libellé en devises. Le gouvernement de centre gauche dirigé par Zoran Milanovic, arrivé au pouvoir en décembre 2011, a pour la première fois annoncé pendant l'été 2012 qu'il devrait recourir au FMI. Son collègue ministre du Travail demande quant à lui aux syndicats de renoncer à quelques droits sociaux car « les caisses de l'Etat sont vides ». Le gouvernement a pris, en mars 2012, une décision impopulaire en augmentant la TVA de 2 % (portant son taux de 23 à 25 %), et une nouvelle taxe sur les biens immobiliers devrait entrer prochainement en vigueur. En outre, le ministre des Finances a aussi annoncé la mise en place d'une taxe sur le port d'armes.

Le taux de chômage, qui était le plus bas de la région avant 2009, est passé d'environ 8 % en 2008 à 13,5 % en 2011 et devrait encore avoir cru en 2012 (il est anticipé à 14,5 % selon le WIIW et à 17 % selon la Commission européenne). Enfin, les flux d'IDE, de 4,2 milliards d'euros en 2008 et encore de 2 milliards en 2009, ont drastiquement chuté en 2010 (227 millions d'euros selon la Commission européenne, qui escompte une remontée en 2012). Pour sortir de la récession, plusieurs projets de grands travaux sont en débat. Il s'agit de la construction d'un pont le long de la côte croate, avec l'espoir de financements européens, mais aussi d'investissements dans le secteur énergétique avec l'entité serbe bosnienne (Republika Srpska) et de la modernisation de l'aéroport de Zagreb. En attendant, le gouvernement a décidé froidement et sans états d'âme d'opérer des coupes dans le secteur public.

Le 22 janvier 2012, l'entrée de la Croatie dans l'Union européenne a été approuvée par 66 % de votants. Mais le taux de participation n'était que de 43,5 %, comparé à 54 % aux dernières élections parlementaires en décembre 2011. En pratique, cela veut dire que 28,7 % seulement des Croates en âge de voter se sont exprimés en faveur de l'adhésion à l'UE, le climat de dégradation économique et sociale et la crise européenne pesant. Si ce nouvel élargissement est ratifié à l'unanimité par les parlements des Etats membres, la Croatie devrait devenir le vingt-huitième Etat membre de l'Union européenne le 1^{er} juillet 2013. Située aux frontières extérieures de l'Union, la Croatie pourra bénéficier de crédits liés à la sécurité et à la lutte contre le trafic illicite. Elle est concernée par le vote du budget 2014-2020, et espère être bénéficiaire net des fonds européens.

Macédoine

Les chiffres relatifs à l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM) donnent à première vue une impression de modération : crise modérée (en 2009 la récession n'était que de 0,9 %), reprise modérée en 2010 (2,9 %), déficit public modéré (estimé à 1 % du PIB en 2012, retrouvant son niveau de 2008 après une modeste augmentation). Qui plus est, la croissance semblait rebondir en 2011 (réévaluée à 3,1 %). Mais les prévisions pour 2012 et 2013 sont plus négatives, en raison principalement de la vulnérabilité du pays à l'évolution de la situation dans la zone euro.

D'une part, celle-ci est son débouché principal d'exportations. D'autre part, la demande domestique est affectée par un ralentissement de l'investissement étranger et des transferts des travailleurs émigrés. Ces derniers ont compté pour 18 % du PIB en 2011 et représentent une aide précieuse pour des familles aux revenus moyens très faibles avec un salaire net moyen de 339 euros en juin 2011, 70 % des salariés recevant moins de 250 euros selon l'Institut national des statistiques. Au début d'octobre 2011, gouvernement, employeurs et syndicats ont conclu un accord historique sur la définition d'un salaire

minimal (qui sera l'équivalent de 130 euros). Le taux de chômage, quant à lui, n'est pas modéré : aidant à la compression des salaires et restant au-dessus de 30 %, il est parmi les plus élevés de la région.

On n'observe pas en Macédoine de fort endettement des ménages. En effet, dans un contexte de pauvreté globale, de fort chômage, de faible croissance et alors que les négociations avec l'UE piétinent, l'offre de crédit n'a pas été abondante. Si le système bancaire n'a pas été trop affecté par la crise de 2009, c'est parce qu'il était peu développé. Il n'a pas non plus connu l'engouement pour les montages financiers risqués, les dérives et emballements de crédits à la consommation ou aux logements, soutenant une croissance plus forte ailleurs. Pourtant, la dette extérieure du secteur privé non financier a plus que doublé depuis 2005. Le taux de créances douteuses (de 9 % en 2011) est resté limité par la modération évoquée. Néanmoins, le système bancaire, à plus de 80 % dominé par des banques occidentales, serait très affecté en cas de retrait des filiales dans l'éventualité d'une nouvelle crise bancaire des établissements d'origine étrangère et le risque de fuite des capitaux produirait une dépréciation de la monnaie.

En attendant, la ligne de crédit de précaution octroyée en août 2010 par le FMI permet un endettement externe à taux plus faible. Mais la contrepartie exigée par le FMI est la diminution des dépenses budgétaires en 2012 pour compenser la baisse des recettes. Le gouvernement compte contracter les dépenses courantes pour équilibrer une augmentation de l'investissement public dans les infrastructures, dont l'état suscite les plaintes des investisseurs étrangers. Au total, le déficit public, après avoir été contenu autour de 2,5 % du PIB jusqu'en 2011, devrait être ramené à 1 % en 2012, et la dette publique resterait à environ 35 % du PIB. En ce qui concerne le déficit courant avec l'extérieur, la baisse de la demande mondiale et le tassement possible des transferts pourraient le creuser. Les IDE ne couvrant que partiellement le besoin de financement, l'endettement extérieur pourrait progresser. Le pays a bénéficié depuis 2007 des cinq volets de l'Instrument d'aide à la préadhésion (IPA) pour un montant de 401,5 millions d'euros sur la période 2007-2011. Il dispose d'une enveloppe financière indicative pour la période 2011-2013 d'environ 305 millions d'euros.

Les tensions entre les Macédoniens slavophones et la minorité albanaise (environ 25 %) restent latentes et la stabilité politique demeure fragile, même si la Commission européenne estime que la gouvernance s'améliore, notamment en matière de lutte contre la corruption, et prône l'ouverture des négociations de candidature à l'Union. Mais le veto grec au sujet du nom du pays bloque toujours l'adhésion, à l'UE comme à l'OTAN. Aucun avancement n'est attendu dans l'année du côté des pouvoirs grecs dont la priorité est la gestion des plans d'austérité.

Monténégro

Dans la foulée de l'indépendance proclamée en 2006, le Monténégro a connu une frénésie d'achats immobiliers nourrissant une forte croissance (près de 7 % en 2008). Portés par les incitations fiscales, les investissements en infrastructures hôtelières le long de la côte Adriatique se sont accompagnés de la signature de partenariats avec des compagnies aériennes étrangères, ce qui a favorisé la spéculation immobilière dans la capitale. Le retournement a été brutal avec l'assèchement des crédits internationaux, et a produit une chute du PIB de 5,7 % en 2009, la plus forte de la région après celle constatée en Croatie. Des dizaines de chantiers de construction ont été abandonnés, pendant que des milliers de logements vides attendaient désespérément, comme en Espagne, de trouver des acquéreurs.

Les constructions anciennes restent hors de prix, mais la demande de logements en cours de construction a également chuté, malgré la baisse des prix, face à la peur de perdre de l'argent : on évalue à 20 ou 25 % des investisseurs ceux qui, ayant acheté des terrains à bâtir il y a quatre ans, ne peuvent récupérer leur argent, même quand la construction n'a pas été achevée. Les rares affaires qui se négocient encore sont généralement conclues à l'étranger (souvent par le biais d'agences ou de personnes privées russes).

Un redémarrage modéré de la croissance s'est manifesté à partir de 2010. Dans certaines régions du pays (comme à Herceg Novi), ce sont les Bosniens ou la diaspora monténégrine qui investissent dans

des appartements, maisons ou terrains plus modestes. L'activité du pays a, de plus, été portée par la forte reprise des exportations minières (aluminium, acier, bauxite) et énergétiques (hydroélectricité). Toutefois, le dynamisme de l'économie a été mis à l'épreuve en 2012 par les mesures de consolidation budgétaire et la crise bancaire, alors que le taux de chômage approche les 20 %. Le Monténégro connaît une baisse continue des crédits depuis le pic atteint en 2007. En outre, les secteurs exportateurs sont affectés par le ralentissement de la demande au sein de la Grèce et de l'Italie, respectivement deuxième et troisième marchés d'exportation. Mais l'espoir est que le redressement de la production agricole (8 % du PIB) et la bonne tenue des cours de l'aluminium atténuent le ralentissement de la croissance.

Le déficit courant, qui s'est réduit après 2009 à la faveur d'une compression des importations et de la croissance des exportations, reste aux alentours de 20 % du PIB en 2012, alors que la dette extérieure, essentiellement privée (et mal évaluée encore pour 2012) devrait rester à un niveau élevé et continuera de représenter un risque pour le pays, les réserves de devises étant insuffisantes pour pallier une éventuelle crise de change.

Le processus de privatisations (immobilier, aéronautique) engagé par l'Etat (notamment pour rembourser ses dettes) se trouve ralenti par le faible intérêt des investisseurs privés. Le pays souffre à leurs yeux d'une insuffisance des infrastructures énergétiques et de transport, mais aussi de la fragilité du système bancaire et d'une vaste économie informelle et mafieuse.

Dans ce contexte, le déficit budgétaire souffrira du ralentissement de l'activité économique pesant sur les recettes de la TVA et de l'impôt sur les sociétés. La dette publique resterait de l'ordre de 44 % du PIB en 2012, soit 15 points de plus que son niveau d'avant-crise. Elle s'élevait, en 2011, à 1,5 milliard d'euros, en incluant l'endettement sur le marché international d'émissions d'obligations-euros et les garanties données par l'Etat pour le combinat d'aluminium de Podgorica (KAP) et pour les aciéries de Niksic. Le problème principal vient justement des scandales afférents à ces privatisations et des garanties que l'Etat a données aux investisseurs. Ainsi, le KAP menace aujourd'hui l'Etat monténégrin de faire faillite. Rappelons que le combinat d'aluminium a été vendu dans des conditions opaques par l'ancien dirigeant Milo Đukanović à l'oligarque russe Oleg Deripaska en 2005, le contrat de privatisation stipulant que l'Etat du Monténégro était garant de toutes les dettes éventuelles de l'entreprise, en cas de défaut de remboursement. Or d'une part les acheteurs russes n'ont pas réalisé les investissements promis : leur apport ne serait que de quelque 50 millions d'euros sur les 300 millions prévus, notamment en matière de protection de l'environnement, selon les autorités de Podgorica. Celles-ci menacent de lancer une procédure pénale pour conduite négligente contre les administrateurs actuels du KAP. Mais d'autre part, les dettes cumulées du combinat se montent à 350 millions d'euros, alors que l'Etat a accordé 70 millions d'euros de subventions publiques à l'entreprise depuis 2008. Cet argent a servi à couvrir les factures d'électricité et de fournitures (combustibles, pétrole et autres produits nécessaires à la production de l'aluminium), mais aussi les taxes et les contributions sociales (que l'Etat, garant du combinat défaillant, a dû payer). Enfin, l'Etat va devoir aujourd'hui verser une somme totale supérieure à 170 millions d'euros, intérêts compris, pour des crédits non remboursés, soit un montant supérieur à 14 % de son budget annuel... ce qui le forcera à s'endetter davantage ou à augmenter ses ressources fiscales.

Seule bonne nouvelle dans ce contexte, le pays, doté du statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne en décembre 2010, a reçu en juin 2012 confirmation de l'ouverture des négociations en vue de cette adhésion. L'espoir est que cela attirera les investisseurs qui l'aideront à faire face à la montée de l'endettement public. Le pays va devoir s'atteler, précise-t-on à Bruxelles, à la lutte contre le crime organisé et la corruption, ainsi qu'à la mise en œuvre de l'indépendance de la justice et de la liberté de la presse. Mais il sera sans doute aussi confronté à un mécontentement politique et social croissant : alors que, pour réduire le déficit public (pourtant très en dessous des normes de Maastricht et en partie lié aux scandales évoqués), le gouvernement annonce des mesures de restrictions budgétaires touchant la population (stagnation des salaires des fonctionnaires et des transferts sociaux), syndicats, associations et étudiants se mobilisent.

Serbie

La situation économique de la Serbie avant 2009 s'est avérée moins florissante qu'annoncé : la croissance de 2008 n'aurait été que de 3,8 % (et non 5,5 % comme évaluée antérieurement) et la récession de 2009 a atteint 3,5 %. La reprise qui a suivi a été des plus modestes (environ 1 % en 2010 et 1,6 % estimé pour 2011) compte tenu de l'austérité imposée par l'accord *stand-by* négocié avec le FMI pour deux ans, complété par une ligne de crédits de précaution. La dépression de la demande domestique n'a été que faiblement compensée par la croissance des exportations soutenue, en 2010 notamment, par la dépréciation monétaire. Mais celle-ci, favorable aux exportations, ayant en même temps renchéri le prix des importations de biens alimentaires et d'énergie et poussé l'inflation à la hausse, une politique de réévaluation monétaire a dû être menée en 2011 dont les effets seront inverses : ralentissement de l'inflation et des exportations en 2012. Cette tendance devrait être accentuée par la récession européenne qui se profile et la politique d'austérité menée dans le pays. D'où l'anticipation d'une récession (de l'ordre de 1 %) pour 2012.

Pour sa part, la chute des investissements s'est accompagnée d'une forte montée du chômage – dont le taux pourrait atteindre les 27 % en 2012 – accompagnée d'une grogne sociale et de mouvements de contestation à la suite des fermetures d'entreprises, voire de certaines privatisations. Le déficit budgétaire a augmenté (et devrait atteindre 6 % en 2012), malgré les coupes dans les dépenses publiques.

L'économiste en chef de la BERD, Erik Berglöf, s'est inquiété des risques pesant sur le système bancaire de la Serbie en cas d'abandon de l'euro par la Grèce. Si les banques de Serbie sont à plus de 70 % des filiales de banques occidentales, environ 20 % des actifs, dépôts et prêts, proviennent de banques grecques. La Serbie n'a pas connu les bulles immobilières qui ont frappé la Croatie et le Monténégro, mais ses banques ont accumulé des créances douteuses, notamment dans le cadre des privatisations, non sans relations « clientélistes » opaques.

La question du statut du Kosovo, dont l'indépendance proclamée en 2008 a été reconnue par une centaine d'Etats de l'ONU parmi lesquels vingt-deux des vingt-sept membres de l'Union européenne, demeure au cœur des négociations d'adhésion à l'UE. Le 2 février 2012, un accord entre Belgrade et Pristina a permis au Kosovo et à la Serbie de se côtoyer dans des réunions régionales ou internationales : un astérisque placé après le nom Kosovo précise que « cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies n° 1244 et à l'avis de la Cour internationale de justice ». Cette avancée a conféré en mars à la Serbie le statut de candidat à l'Union européenne, ce qui n'a pas empêché la victoire en mai de Tomislav Nikolić, issu de la mouvance nationaliste radicale, contre le président sortant Boris Tadic que soutenait l'UE. Mais il n'y a pas eu de réel changement d'orientation de Belgrade : comme Tadic auparavant, le nouveau président a proclamé son souhait d'une ouverture rapide des négociations, tout en refusant qu'elle soit conditionnée par la reconnaissance de l'indépendance de la « province serbe ». En pratique, les conflits se cristallisent sur le nord du Kosovo, de fait directement administré par Belgrade. Les institutions européennes (Eulex concernant la justice et la police) y sont rejetées par les Serbes, car elles ont accompagné une « indépendance surveillée ». Depuis l'été 2011, des affrontements se sont multipliés autour de l'instauration de douanes entre la Serbie et le Kosovo, qui ont entraîné le refus de l'UE d'ouvrir les négociations d'adhésion.

Le 10 septembre 2012, le Bureau civil international (ICO) a fermé ses portes, ce qui aurait dû symboliser le début d'une pleine souveraineté du Kosovo. Mais on en est loin. Sans un accord sur le statut du nord du Kosovo et les relations entre Etats voisins (Serbie, Bosnie-Herzégovine, Albanie), son indépendance ne sera pas reconnue (au plan intérieur et international) et l'ONU comme l'UE seront confrontées à un imbroglio juridique et politique sans fin. Dans une interview à la radio B92 en septembre 2012, le Premier ministre serbe, Ivica Dačić, a estimé que « la partition du Kosovo est la seule solution possible » pour régler le différend entre Belgrade et Pristina et permettre l'intégration européenne de la Serbie, ajoutant : « reste à savoir si cette décision créera une onde de choc dans la région et si nous pouvons prévenir cette onde de choc ». La presse serbe évoque une possible consultation de la population par référendum sur les choix stratégiques du pays, en cas d'ultimatum européen.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Albanie

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB	7,5	3,3	3,0	2,9	2,3
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)*	26	28	28	31	–
Consommation des ménages	6,7	3,0	2,5	3,0	2
Formation brute de capital fixe	9,5	5,0	-7	4,8	2
Prix à la consommation	3,4	2,3	3,5	3,5	1,5
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-5,5	-7,0	-3,1	-5,0	-5
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	55,2	59,7	58,2	60,0	62
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	13,0	13,8	13,5	14	15
Exportations de marchandises	16,7	-18,2	56,1	20,0	-5
Importations de marchandises	15,9	-8,8	6,5	12,1	-1
Balance commerciale (millions d'euros)	-2431	-2304	-2083	-2241	-2280
Balance courante (% du PIB)	-15,5	-15,3	-11,5	-12,5	-12,5
Dette extérieure brute (% du PIB)	37,4	40,9	43,3	49,3	–

Sources : WIIW, juillet 2012 ; * : eurostats ; (p) : prévision

Bosnie-Herzégovine

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB	5,6	-2,9	0,7	2,2	-0,5
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)*	30	31	30	29	–
Consommation des ménages	6	-3,9	-1,0	0,2	0
Formation brute de capital fixe	16,1	-22,4	-11,1	5,4	2
Prix à la consommation	7,5	-0,4	2,1	3,7	2
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-2,2	-4,5	-2,5	-2,5	-3
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	30,7	35,3	38,9	39,0	41
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	23,4	24,1	27,2	27,6	28
Exportations de marchandises	13,9	-17,1	28,8	15,6	-3
Importations de marchandises	15,4	-24,1	10,5	14	0
Balance commerciale (millions d'euros)	-4823	-3410	-3232,2	-3628,8	-3400
Balance courante (% du PIB)	-14,0	-6,3	-5,7	-8,6	-8,9
Dette extérieure brute (% du PIB)	17,1	21,8	25,6	25,5	27,4

Sources : WIIW, juillet 2012 ; * : eurostats ; (p) : prévision

Croatie

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB	2,1	-6,9	-1,4	0,0	-1,5
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)*	63	62	61	61	–
Consommation des ménages	1,3	-7,6	-0,9	0,2	-0,5
Formation brute de capital fixe	8,7	-14,2	-15,0	-7,2	-3,5
Prix à la consommation	6,1	82,4	1,1	2,3	2,5
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-1,4	-4,1	-4,9	-5,0	-4,5
Dette publique, définition eurostat (% du PIB)	29,3	35,8	42,2	46,0	50
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	8,4	9,1	11,8	13,5	14,5
Exportations de marchandises	6,5	-21,3	18,1	8,0	1
Importations de marchandises	10,6	-26,8	-0,2	7,2	0
Balance commerciale (millions d'euros)	-10855,1	-7415,6	-5990,7	-8641,4	-6700
Balance courante (% du PIB)	-9,0	-5,1	-1,1	-1,0	-0,7
Dette extérieure brute (% du PIB)	83,6	97,7	103,6	101,8	–

Sources : WIIW, juillet 2012 ; * : eurostats ; (p) : prévision

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Macédoine

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB	5,0	-0,9	2,9	3,1	1,9
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)*	34	36	36	36	–
Consommation des ménages	7,4	-4,7	1,3	4,0	0,0
Formation brute de capital fixe	5,4	-4,3	-2,7	10	0
Prix à la consommation	8,3	-0,8	1,6	3,9	3
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-0,9	-2,7	-2,4	-2,5	-1
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	27,9	31,7	34,8	35	34
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	33,8	32,2	32,0	31,4	31
Exportations de marchandises	8,9	-28,2	29,0	27,5	5
Importations de marchandises	21,9	-21,6	13,4	22,7	0
Balance commerciale (millions d'euros)	-1762,5	-1559,6	-1467,9	-1681,6	-1520
Balance courante (% du PIB)	-12,8	-6,8	-2,1	-2,7	-5,7
Dette extérieure brute (% du PIB)	49,2	56,4	58,6	63,7	–

Sources : WIIW, juillet 2012 ; * : eurostats ; (p) : prévision

Monténégro

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB	6,9	-5,7	2,5	2,0	1
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)*	43	41	41	43	–
Consommation des ménages	12,1	-12,9	2,0	2,0	2
Formation brute de capital fixe	27,3	-30,1	-18,5	-5,0	2
Prix à la consommation	7,4	3,4	0,5	3,1	3
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	1,7	-3,6	-3,0	-4,2	-1
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	29,0	38,2	40,9	44,0	44
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	17,2	19,3	19,6	19,7	20
Exportations de marchandises	-6,8	-34,2	20,4	33,6	-5
Importations de marchandises	22,1	-34,6	0,4	9,8	7
Balance commerciale (millions d'euros)	-2025,3	-1320,7	-1667,2	-1306	-1460
Balance courante (% du PIB)	-50,6	-29,6	-24,6	-19,2	-20,6
Dette extérieure brute (% du PIB)	15,6	23,5	29,4	30,3	–

Sources : WIIW, juillet 2012 ; * : eurostats ; (p) : prévision

Serbie

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB	3,8	-3,5	1,0	1,6	-1
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)*	36	36	34	35	–
Consommation des ménages	6,0	-2,0	2,0	1,0	0
Formation brute de capital fixe	8,0	-5,0	-4,0	0	-1
Prix à la consommation	13,5	8,6	6,8	11,0	6
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-2,6	-4,5	-4,8	-5,1	-6
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	29,2	34,8	42,9	45,0	49
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	13,6	16,1	19,2	23,0	27
Exportations de marchandises	16,2	-19,4	23,8	14,0	7
Importations de marchandises	18,3	-30,3	9,7	14,6	5
Balance commerciale (millions d'euros)	-8501,2	-5965,8	-4773,3	-5523,9	-5600
Balance courante (% du PIB)	-21,6	-7,2	-7,4	-9,6	-10,1
Dette extérieure brute (% du PIB)	64,6	77,7	84,9	78,2	–

Sources : WIIW, juillet 2012 ; * : eurostats ; (p) : prévision